

d'un libre-échange canado-américain, option précisément rejetée par le Canada lors de l'adoption de la politique actuelle à l'égard des États-Unis.

Avec la France, les relations ont pris un cours nouveau ainsi que nous l'avons vu, depuis 1974, année du voyage de M. Trudeau à Paris. Le récent voyage (début novembre 1976) de M. Jamieson, ministre des Affaires extérieures, à Paris, a été l'occasion aussi d'approfondir les conditions de la coopération. M. Jamieson a fait preuve d'une grande franchise en déplorant que les contacts entre Paris et Ottawa ne soient pas assez fréquents à tous les niveaux, ne serait-ce que ceux qu'on peut avoir par téléphone. C'est un fait certain que les rapports entre dirigeants et surtout hauts fonctionnaires français et canadiens n'ont pas l'intensité et surtout le caractère de routine de ceux qui existent dans les rapports canado-britanniques. D'autre part, les relations franco-canadiennes ne peuvent être envisagées sans tenir compte du caractère particulier des relations directes franco-québécoises. Ces relations privilégiées ont permis depuis dix ans à trente-huit mille Français et Québécois de séjourner dans l'autre pays. Ces séjours ont touché toutes les classes de la société, mais ils ont été particulièrement importants pour les cercles dirigeants des deux pays. On peut donc considérer sans aucun doute que de nombreux Français qui détiennent des postes de responsabilité dans le monde universitaire, économique et syndical, l'administration et le gouvernement ont une connaissance relativement bonne du Québec. Mais l'avantage de cette connaissance est aussi son défaut: la perspective que ces dirigeants français ont du Canada est partielle, puisqu'ils connaissent le Québec d'une manière plus approfondie que le Canada anglais. Le lien particulier avec le Québec tend donc à leur faire voir le Canada sous un angle québécois. Cependant, les contacts plus directs établis depuis 1974 entre la France et le Canada permettront aux dirigeants français d'avoir une vue d'ensemble plus grande d'autant plus que leur volonté de coopérer avec le Canada tout entier a été démontrée par le président Giscard d'Estaing. Pour les dirigeants français, le Canada est un partenaire économique qui présente un intérêt certain. La politique de la troisième option y est maintenant comprise mieux que dans bien d'autres pays européens. Il faut noter que la levée du veto français à un lien du Canada avec le Marché commun a certainement permis de mener à bien les négociations en ce sens. Une dernière interrogation sérieuse quant aux attentes

françaises vis-à-vis du Canada et du Québec tient à ce qui peut se passer advenant l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de l'union de la gauche. Un fait intéressant et à peine relevé ici est que le Parti socialiste français compte dans sa députation un des meilleurs connaisseurs du Canada parmi les hommes politiques français. Il s'agit de M. Labarrère, député-maire de Pau, qui a enseigné durant plus de dix ans à l'Université Laval. Ce député est un membre actif de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des députés et pourrait être appelé à jouer un rôle important dans le domaine des affaires étrangères de la France advenant l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche. Avec un tel interlocuteur et d'autres dirigeants de gauche, principalement socialistes, qui ont eu des contacts avec des parlementaires, des fonctionnaires et des universitaires québécois et canadiens, le Québec et le Canada ne risquent en rien d'être ignorés et méconnus en France si la gauche parvient au pouvoir.

L'État le plus important de l'Europe occidentale tout entière et du Marché commun est indubitablement l'Allemagne fédérale. «Que savons-nous du Canada?» titrait le 22 juillet dernier la *Neue Ruhr Zeitung*. Et le quotidien répondait par la plume de Jens Feddersen: «Nous ne savons pas grand-chose en vérité: grand, beaucoup de forêts, beaucoup d'eau, peu d'habitants, une quantité d'ours, des céréales pour Moscou et Pékin, des immigrants allemands, quelques Esquimaux, une petite querelle linguistique franco-anglaise et un premier ministre libéral». De fait, le journal soulignait et expliquait que la réalité était différente. Toutefois, il avait résumé avec humour la connaissance superficielle de ses lecteurs. Mais au niveau des dirigeants allemands, la connaissance du Canada est heureusement plus approfondie. Les voyages en 1975 du premier ministre et en 1976 du ministre des Affaires étrangères canadiens à Bonn, ainsi que celui du chancelier Schmidt durant l'été 1976 à Ottawa ont permis de prévoir des modalités de coopération plus étroite entre les deux pays. Il faut noter que le chancelier Schmidt et le premier ministre Trudeau se sont aussi côtoyés à la réunion au sommet de Puerto-Rico portant surtout sur les problèmes économiques. D'autre part, depuis janvier 1977, les deux pays coopèrent, ainsi qu'ils l'ont prévu, au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies auquel ils viennent d'être élus. Concrètement, l'Allemagne fédérale est très intéressée à coopérer avec le Canada dans le domaine de la technologie nucléaire.